

Conférence de Presse du 12 décembre 2018

Bilan à mi-mandat et Point sur la session du 20 décembre.

Il y a 3 ans, 308 432 électeurs de la Région Centre-Val de Loire nous ont fait confiance pour les représenter.

Aujourd'hui plus que jamais les Français manifestent un rejet de la classe politique, exacerbé par le mépris de l'exécutif.

Ils ont l'impression tout à fait justifiée de ne pas être écoutés ni représentés par des élus qui ne comprennent pas leurs difficultés et dont les projets sont à cent lieues de leurs préoccupations.

Il y a pourtant une exception.

Depuis trois ans, face à une majorité de gauche qui n'a rien compris ni rien changé, nous incarnons la seule véritable force d'opposition cohérente et sérieuse.

Notre groupe est présent sur tous les dossiers, dans toutes les commissions, pour intervenir, proposer, déposer des amendements, nous opposer aussi souvent que nécessaire.

En 3 ans, ce sont 231 interventions en session plénière, 66 amendements et 14 vœux qui ont été portés par notre groupe.

Même nos adversaires sont obligés de reconnaître que nos élus sont sérieux et compétents, dont 7 exercent des mandats locaux.

Mais surtout, il faut le signaler dans le contexte actuel de défiance à l'égard des politiques, nous avons tenu tous nos engagements.

Nous dénonçons sans relâche les dépenses injustifiées, comme les actions de coopération internationale, l'aide à l'accueil de nouveaux migrants ou encore les subventions aux syndicats et à certaines associations dont la vocation est avant tout politique.

Cependant, nous soutenons et nous proposons d'améliorer tout ce qui va dans l'intérêt général : travaux dans les lycées, CFA, aides au développement économique et à l'agriculture, aménagement du territoire, tout en étant exigeants sur l'emploi des deniers publics.

La crise sociale et désormais politique que traverse aujourd'hui la France nous donne raison : les revendications des « Gilets jaunes » sont celles que nous défendons pied à pied au Conseil régional depuis 3 ans.

Nous avons refusé la hausse de la taxe sur les cartes grises en 2017, nous votons régulièrement contre l'application du taux maximum de la TICPE régionale. Nous le redirons encore lors de la prochaine session, en rappelant que les taxes sur l'automobile représentent 329 623 563 € en 2019, et leur utilisation n'a rien à voir avec la transition écologique !

Le Président Bonneau présente un budget qui évolue assez peu, car il ne dispose pas de marges de manœuvre financière, alors qu'en même temps sa majorité se fragilise, ce qui risque de la conduire jusqu'à la fin de la mandature à négocier des compromis qui vont paralyser son action.

Mais après tout, il faut bien rappeler que la gauche n'est pas majoritaire dans notre région, puisqu'elle n'a recueilli que 35,42% des suffrages, elle ne détient la majorité au sein de l'assemblée qu'en raison d'un mode de scrutin qui accorde une prime majoritaire.

Autre sujet important de la session le SRADDET, qui nous est présenté comme le fruit d'une « co-construction » alors que la plupart de nos concitoyens ignorent jusqu'à son existence.

On y trouve beaucoup d'objectifs mais pour beaucoup il est permis de douter de leur réalisation.

Ce schéma est annoncé comme « prescriptif », ce qui pose à nouveau la question des compétences, mal tranchée par la loi NOTRe, et le principe de libre administration des collectivités.

Parmi les « contributeurs » de ce document, on ne dit pas grand-chose sur le rôle de l'État, qui pourtant supervise sa rédaction et apporte ses corrections, à tel point que les amendements que nous pourrions proposer seront soumis au contrôle préalable de la Préfecture de Région.

Nous constatons finalement que ce schéma ne change pas de « cap », pour paraphraser le Président de la République, qu'il s'appuie sur un diagnostic insuffisant et qu'il élude de nombreuses questions.